

Communiqué du Comité Départemental de Solidaires 54

**Des services publics partout, pour tou-te-s,  
gratuits, au service de l'intérêt général  
et qui garantissent des conditions de travail  
décentes pour leurs salarié-e-s**

Nos gouvernements successifs s'emploient depuis plusieurs années à multiplier les dépenses obligatoires et les devoirs pour les travailleurs afin de réduire les impôts, les cotisations sociales (part patronale) et les obligations des grands patrons.

Aujourd'hui Macron, comme Thatcher en Angleterre à son époque, a décidé d'écraser le peuple laborieux à tout prix, pour l'empêcher de relever la tête et d'exiger son dû et pour poursuivre ensuite sans crainte sa politique contre les travailleurs et au profit des multinationales et des banques.

Le 22 mars, c'est toute la fonction publique qui est attaquée, notamment les cheminots, mais pas seulement ...

Ce que veut Solidaires :

- ce n'est pas seulement dénoncer une dégradation permanente et accélérée des conditions de travail des salarié.es (fonctionnaires et contractuel.le.s) de la fonction publique,
- ce n'est pas seulement préserver un statut beaucoup moins favorable que ce que la presse aux ordres veut bien dire,

Ce que veut Solidaires, c'est **d'abord que soient satisfaits les besoins collectifs et le bien-être de chacun-e.**

Ce n'est pas en multipliant des sociétés privées à la recherche des bénéfices les plus importants pour leurs actionnaires qu'on répond aux besoins collectifs.

Ce qu'il faut, c'est :

- des hôpitaux et des dispensaires, des écoles, des collèges, des lycées, des universités en nombre suffisant et gratuits,
- des bureaux de poste, des réseaux de chemin de fer, d'eau, d'électricité, de gaz, de télécommunication avec des tarifs modérés et uniques sur tout le territoire,
- des inspecteurs et des inspectrices, des contrôleurs et des contrôleuses des impôts pour limiter la fraude et l'évasion fiscale,
- des inspecteurs et des inspectrices, des contrôleurs et des contrôleuses du travail pour empêcher les patrons voyous de nuire,
- des juges pour instruire et sanctionner systématiquement les malversations financières,
- ...

**Ce qu'il faut, c'est des services publics partout, pour tou-te-s,  
gratuits, au service de l'intérêt général**

et non pas au service des intérêts financiers des multinationales et des banquiers.

C'est pour contribuer à atteindre cet objectif général que Solidaires 54 appelle toutes les victimes des politiques libérales (salarié-e-s du public et du privé, lycéen-ne-s, étudiant-e-s, retraité-e-s) à rejoindre les manifestations et actions à partir du 22 mars

Pour Nancy le premier rendez-vous est fixé au 22 mars à 13 heures devant l'hôpital central.

**Inscrivons notre action dans la durée  
pour imposer que les services publics  
ne soient pas le passé mais bien l'avenir**

à Nancy, le 16 mars 2018<sup>1</sup>